Résolution sur la situation en Égypte

2011/2555(RSP) - 17/02/2011 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Á la suite du débat qui a eu lieu en séance le 2 février 2011, le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation en Égypte.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ALDE, Verts/ALE et ECR.

Le Parlement exprime sa solidarité avec le peuple égyptien, rend hommage à son courage et à sa détermination, et plus particulièrement à sa jeunesse, et apporte son soutien à leurs aspirations démocratiques légitimes. Il estime que la démission du Président Hosni Moubarak marque **une nouvelle étape dans la transition politique** en Égypte et demande l'ouverture immédiate d'un véritable **dialogue politique national** transparent avec la participation de tous les acteurs clés du monde politique et de la société civile. L'objectif doit être de préparer la levée de l'état d'urgence, la révision de la constitution et de la loi électorale, l'organisation d'élections libres et équitables, la nomination d'un gouvernement civil démocratiquement élu et une véritable démocratie en Égypte.

La résolution invite les **forces armées égyptiennes** à jouer un rôle constructif en évitant toute nouvelle violence et en facilitant le processus politique et démocratique auquel participeraient tous les acteurs du monde politique et de la société civile afin de **parvenir à un consensus national**. Elle souligne également l'importance de donner un véritable coup d'accélérateur aux **réformes économiques et sociales** en Égypte.

L'Union et les États membres sont invités à soutenir une transition rapide vers **une Égypte pacifique, pluraliste et juste** et à aider les forces démocratiques et les organisations de la société civile en Égypte à s'organiser afin de pouvoir participer pleinement à la transition démocratique. Les députés invitent la vice-présidente de la Commission/haute représentante à mettre en place une **taskforce associant le Parlement européen** pour répondre aux demandes des acteurs du changement démocratique et à soutenir le processus de transformation démocratique en envoyant également une **mission d'observation** lors des prochaines élections.

La résolution souligne que les évènements en Égypte, et dans d'autres pays de la région, mettent en exergue le besoin urgent de définir des politiques et **des instruments plus ambitieux et plus efficaces dotés d'un budget renforcé**, afin d'encourager et de favoriser les réformes politiques, économiques et sociales dans les pays du voisinage méridional de l'Union. Les députés réclament le renforcement des instruments financiers de l'UE sous l'angle de l'action extérieure à l'égard de la région, notamment l'IEVP (Instrument européen de voisinage et de partenariat), l'IEDDH (Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme) et l'Instrument de stabilité. En particulier, la révision stratégique en cours de la politique de voisinage doit tenir compte de l'évolution actuelle dans la région et déboucher sur des solutions nouvelles et plus efficaces pour répondre aux besoins et aspirations des populations.

Dans ce contexte, le Parlement réitère sa demande que l'Union européenne revoie sa politique de soutien à la démocratie et aux droits de l'homme pour **créer un mécanisme visant à la mise en œuvre de la clause «droits de l'homme»** dans tous les accords avec des pays tiers.

L'Union pour la Méditerranée est invitée à présenter des propositions concernant les meilleurs moyens de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme dans ses États membres et dans la région ainsi que d'éventuelles réformes en vue de renforcer son propre rôle et de le rendre plus efficace.

Enfin, reconnaissant le rôle crucial joué par l'Égypte dans le monde arabe et dans le processus de paix au Proche-Orient, le Parlement invite l'Égypte à **continuer à jouer un rôle actif et constructif dans la recherche d'une paix durable au Moyen-Orient**, en particulier pour ce qui est du conflit israélo-palestinien et de la réconciliation palestinienne. Il demande que le traité de paix entre Israël et l'Égypte soit maintenu.